

**BÂTARDS.**

Bâtards.

Voir “ *Séduction.*”

“ *Testaments.*”

“ *Usufruitier.*”

AUCUNE DÉFENCE EN DROIT DE DONNER DE SON  
HÉRITAGE À SON ENFANT BATARD.

*Nicolle v. Nicolle* (1922) 11 O.C. 183. refor-  
mant (1920) 12 C.R. 146.

**BAUX.**

Baux.

Voir “ *Septembre des Terres.*”

“ *Usufruitier,*” 1°.

1° AVERTISSEMENT DE QUITTER—ce qui con-  
stitue avertissement valable.

*Lamb v. Alexandre.* (1920) 230 Ex. 571.

*Mallet v. Baal.* (1918) 12 C.R. 143.

2° AVERTISSEMENT SERVI AU LOCATAIRE À  
TORT PAR CI-DEVANT NU-PROPRIÉTAIRE,  
lequel s'était engagé à maintenir le bail  
en toute sa force au cas où il entrerait en  
possession des prémisses pendant la  
durée du bail.

“ *Dennis and Sons Ltd.*” v. *Falle.*

(1920) 12 C.R. 148.

3° SOUS SEIGN PRIVÉ NE VALENT QUE POUR  
NEUF ANS.

*Evans v. Hunt, Procureur.*

(1925) 233 Ex. 465.

4° BAIL CASSÉ ET ANNULÉ SUR ORDRE DE  
JUSTICE Y CONCLUANT.

*Helleur v. Le Couturier.* (1928) 235 Ex. 145.

Bénéfice  
d'Inventaire.

### BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

- 1° PRÉTENTION ÉMISE DEVANT LE VICOMTE à l'effet que la procédure suivie dans l'espèce est inutile et vexatoire écartée par la Cour lors du recordement.

*re Westaway, ex parte Moore, veuve.*

(1921) 231 Ex. 362.

- 2° PRINCIPAL HÉRITIER—il est loisible à tout principal héritier de demander Bénéfice d'Inventaire afin de se rendre compte des forces de la succession.

*ex parte Renouf et au Procureurs de Skinner v. Appleton, Exécuteur intervenant (Testament Houston).*

(1926) 234 Ex. 73.

- 3° ID. Doléance demandant appel dudit Jugement—rejetée.

*ex parte Appleton, Exécuteur (Testament Houston).*

(1926) 12 C.R. 227.

- 4° RAPPEL DE L'ACTE accordant Bénéfice d'Inventaire par les héritiers et succession répudiée.

*ex parte Le Sueur et au.* (1926) 234 Ex. 130.

“Black List.”

### “BLACK LIST.”

*Voir “Liste d'Interdits.”*

Boissons  
Non-  
Alcooliques.

### BOISSONS NON-ALCOOLIQUES.

VENTE PAR DES TAVERNIERS.

*Voir “Taverniers.”*

“Borstall  
Institutions.”

### “BORSTAL INSTITUTIONS.”

*Voir “Détenition de Jeunes Délinquants.”*

### CENTENIERS.

Centeniers.

1° DESTITUÉ DE SES FONCTIONS DE CENTENIER  
À CAUSE DE SES HABITUDES D'INTEM-  
PÉRANCE.

*re Vigot.* (1918) 27 P.C. 33.

2° RELEVÉ DE SES FONCTIONS AYANT NOMMÉ  
PROCUREURS GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX.

*re Valpy. Rapport du Connétable de St.-Hélier.*  
(1922) 231 Ex. 448.

3° RÉSIGNATION ACCEPTÉE—raisons de santé.

*re Thatcher. Représentation du P.-G.*  
(1925) 233 Ex. 461.

### CESSION.

Cession.

PROCÉDURE—AFFICHAGE DE L'ACTE POUR 15  
JOURS—Interprétation.

*Roberts v. Huclin.* (1923) 232 Ex. 209, 252, 276

### CHANGEMENT DE NOM.

Changement  
de Nom.

CHANGEMENT DE NOMS DE BAPTÊME ET DE  
FAMILLE—"Deed Poll" y donnant effet.

*ex parte Hilliard et au.* (1925) 233 Ex. 447.

### CLAMEUR DE HARO.

Clameur de  
Haro.

CLAMEUR FRIVOLE—AMENDE.

*Le Touzel v. Shaw, Gregory et au. à la cause,*  
*A.-G. stipulant etc., intervenant.*

(1923) 252 Ex. 239.

### COMMIS-GREFFIER.

Commis-  
Greffier.

ASSERMENTÉ.

*re Le Riche.* (1918) 230 Ex. 192.

### COMMIS AU REGISTRE.

Commis au  
Registre.

"Voir Enregistreur des Contrats."

Commission  
Rogatoire.

# COMMISSION ROGATOIRE.

1° POUR PRISE DE DÉPOSITIONS À JERSEY,  
ÉMISE PAR TRIBUNAL FRANÇAIS.  
*re de la Tremoille.* (1919) 230 Ex. 377.

2° POUR PRISE DE DÉPOSITIONS À JERSEY,  
ÉMISE PAR LA "COURT OF SESSION IN  
SCOTLAND."  
*re Craigie et ux.* (1921) 231 Ex. 312.  
*re Campbell et ux.* (1922) 231 Ex. 428.

3° ID. PAR LA "HIGH COURT OF JUSTICE  
CHANCERY DIVISION."  
*Raymond v. Vickerman et au.*  
(1922) 231 Ex. 400.

4° PAR LA "HIGH COURT OF JUSTICE, PRO-  
BATE, DIVORCE AND ADMIRALTY DIVI-  
SION."  
*re Don et ux.* (1922) 231 Ex. 471.

5° LOI (1908) SUR LA PROCÉDURE (TÉMOINS  
ET INFORMATEURS) ARTICLE 6—déposi-  
tion de Témoins en dehors de la juri-  
diction.  
*ex parte "The Performing Right Society."*  
(1922) 232 Ex. 27.

Communes  
Aliénation.

# COMMUNES—ALIÉNATION.

LOI (1900) SUR L'ALIÉNATION DES COMMUNES  
DE FIEF ET AUTRES COMMUNES DANS  
L'ÎLE—Procédure.  
*ex parte Pepin et aux.* (1930) 236 Ex. 57 and 75

Compensation  
("Set Off")

# COMPENSATION ("SET OFF").

S'OPÈRE DE PLEIN DROIT.  
*Burgess, Liquidateur de "The City Life Assu-  
rance Co. Ltd." v. Bisson.*  
(1926) 77 Exs. 537.

**CONNÉTABLE.**

Connétable.

ADMIS À RÉSIGNER SA CHARGE—raisons de  
santé.  
*re Binet.* (1926) 234 Ex. 90.

**CONSEIL PRIVÉ.**

Conseil Privé.

*Voir “ Appels,” B.*

ABSENCE DE SA MAJESTÉ DU ROYAUME-UNI  
—Commission pour la convocation et la  
tenue du Conseil Privé pendant l'absence  
de Sa Majesté.  
(1925) 11 O.C. 243.

**CONTRATS (CASSATION).**

Contrats  
(Cassation).

1° ALIÉNATION—opposition de la part d'un  
créancier chirographaire.

*Voir “ Succession,” 3°.*

2° BAIL ET VENTE D'HÉRITAGE PAR LA MÈRE  
AU FILS. La loi et coutume qui défen-  
dent à père ou mère d'avantager un de  
ses enfants au préjudice des autres ne  
sont pas infirmées par les dispositions de  
la Loi de 1902 étendant quant aux  
acquêts le pouvoir testamentaire donné  
par la Loi sur les Testaments d'Im-  
meubles de 1851.

*Michel v. Quenault.* (1918) 50 H. 46.

3° BAIL ET VENTE D'HÉRITAGE PAR LA MÈRE  
AU FILS. La transaction n'ayant pas  
été faite pour bénéficier le fils et par là  
frustrer ses puînés mais pour parer à la  
situation et aux besoins de leur mère,  
jugé qu'il n'y a pas lieu de révoquer le  
contrat dont la cassation est demandée.

*Michel v. Quenault.* (1918) 50 H. 46.

Contrats  
(Cassation).

4° CONTRAT transférant à une personne interposée des héritages dans la vue de leur faire perdre leur qualité de propres dans la vue de les transférer ensuite à un des cohéritiers au préjudice des autres, cassés comme collusifs et revocatoires.

*Maistre, Le v. Binet.* (1925) 50 H. 116.

5° REMBOURSEMENT DE RENTE—Contrat—n'est pas révocable par suite du décès de la personne remboursée dans les quarante jours du Contrat.

*Gruchy, De v. Huclin et aus.* (1917) 50 H. 28.

6° PARTIES—on ne saurait à la Cour d'Héritage faire parties à une action en Cassation de Contrat de personnes autres que celles qui sont parties au Contrat dont la Cassation est demandée.

*Maistre Le v. Binet.* (1925) 50 H. 112.

Contrat de  
Mariage.

# CONTRAT DE MARIAGE.

Voir “ Séparations quant aux Biens.”

“ Copyright  
Act 1911.”

# “ COPYRIGHT ACT, 1911.”

INFRACTION—INJONCTION ET DÉDOMMAGEMENT.

“ *The Performing Right Society Ltd.*” v. *Spranklin.* (1923) 232 Ex. 210.

Cour pour la  
Répression des  
Moindres  
Délits.

# COUR POUR LA RÉPRESSION DES MOINDRES DÉLITS.

EXCÈS DE POUVOIRS—Le Juge excède ses pouvoirs en statuant sur une plainte portée par un Dénonciateur pour injures préférées vers lui en sa qualité officielle de Dénonciateur.

*Tagg et ux. v. Juge de la Cour pour la Répression des Moindres Délits.* (1925) 12 C.R. 217.

1934 Juillet 14 même procédure  
à la Cour.

**CURATEUR.**

Curateur.

*Voir “ Curatelle.”*

**CURATELLE.**

Curatelle.

*Voir “ Interdiction.”*

1° INFORMATION—Après Principaux entendus ordonné que des témoins soient appelés et qu'une expertise médicale et aliéniste ait lieu.

*re Cole, P.-G. v. Hind et aus.*

(1918) 230 Ex. 173, 175.

*re Jennings, P.-G. v. Marett et aus.*

(1922) 231 Ex. 483.

2° INFORMATION—FEMME MARIÉE. Interdiction prononcée en présence du mari, qui déclare que c'est à sa requête que des mesures ont été prises pour établir un curateur à la femme.

*re Aubin.*

(1922) 231 Ex. 541.

3° MÈRE D'UNE PERSONNE EN ÉTAT D'INTERDICTION AUTORISÉE À TRANSFÉRER L'INTERDIT AU ROYAUME-UNI.

*re Paine, Représentation de la Partie Publique.*

(1921) 27 P.C. 169.

4° INTERDITE DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE—Curateur autorisé à la rapatrier.

*re Gestin, Représentation de la Partie Publique.*

(1918) 230 Ex. 216.

5° INTERDICTION,—prononcée le 1er Mai 1928 —Réhabilitation prononcée le 3 Juillet ensuivant.

*re Houston.* (1926) 234 Ex. 47, 110.

6° RÉHABILITATION—prononcée en ce qui regarde la personne seulement.

*re Falla.* (1928) 235 Ex. 56.

Curatelle.

7° CURATEUR—ayant quitté l'île sans laisser  
de ses nouvelles — Remplacement  
ordonné.

*re Nain, Représentation de l'Avocat-Général  
Stipulant, etc. (1924) 232 Ex. 555.*

8° DÉPUTÉ—Curateur nommé à son bien et à  
sa personne—charge de Député déclarée  
vacante.

*re Binet. (1929) 235 Ex. 362.*

“ Cy-Près.”

“ CY-PRÈS.”

*Voir Fidei-Commis.*